

« Nous ne sommes plus dans le patriarcat, même si... »

Entretien avec Geneviève Fraisse

Geneviève Fraisse est philosophe, féministe, directrice de recherche au CNRS et depuis plus de trente ans ses travaux portent sur l'histoire de la pensée de l'égalité des sexes et la construction des instruments de pensée féministe.

Pour préparer cet entretien, je lui ai fait parvenir les questions présentées ci-dessous et sur lesquelles nous souhaitons, à *Réfractons*, connaître son point de vue. L'entretien ne s'est pas déroulé d'une façon formelle, Geneviève Fraisse et moi avons échangé autour des problèmes soulevés par ces questions, pas nécessairement dans l'ordre où elles sont présentées.

– Certains courants du féminisme actuel prônent la déconstruction du genre – voire du sexe – comme la voie royale pour l'abolition du patriarcat. Alors que dans les années 1970 le mouvement féministe s'attaquait à la hiérarchie et à la domination masculine, aujourd'hui ces courants mettent l'accent sur les transformations corporelles et sur le jeu des identités sexuelles. Quelle serait ta position à ce sujet ?

– Dans *La Raison des femmes* (1992, p. 200) tu écris : « Le passage d'une histoire individuelle du féminisme à une histoire collective au début du XIX^e siècle ne signifie pas simplement un 'progrès' historique, moment où seraient analysées, puis dépassées les insuffisances des stratégies individuelles ou des comportements d'exception. » Est-ce qu'actuellement, du moins en France, on ne serait pas en train de revenir à ces stratégies individuelles, voire identitaires ?

– À propos du patriarcat, tu soutiens qu'en Occident la domination masculine ne prend plus la forme du patriarcat mais qu'il faudrait plutôt parler de la « société démocratique des frères ». Peux-tu nous en dire plus ?

– À l'heure actuelle, dans certains courants féministes l'égalité n'est pensable que dans l'indifférenciation des sexes. La différence n'est pensée que comme nécessairement hiérarchique. Sachant la valeur que tu accordes à l'égalité comme principe, comment entends-tu cela ?

G. Fraisse : J'ai été rétive au mot genre il y a vingt ans déjà, dans un long processus d'étonnement ; en même temps j'ai toujours été intriguée par le fait qu'il fallait restituer la logique, la compréhension. Je pense d'abord que cela s'insère dans un problème très large, global : la question de l'identité est partout, pas seulement chez les féministes. C'est-à-dire que l'affirmation du sujet individuel prime politiquement sur des propositions collectives. On retrouve cela avec la polémique autour de la jeune fille portant un foulard sur les listes du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) : l'important, c'est son affirmation individuelle et ce n'est en rien ce qu'elle peut représenter à travers cela. Toutes ces questions ont une spécificité liée à la question femme, sexe, genre. Mais je pense aussi qu'elles touchent à un ensemble. J'ai eu plusieurs polémiques quand j'ai sorti *le Consentement*, tout particulièrement avec mes camarades d'extrême gauche qui ne comprenaient pas pourquoi je posais la question comme cela. Pour eux le consentement est clivé : ou bien on est soumis ou bien on est libre. Moi qui essayais d'articuler les deux, j'avais affaire à des sourds. Ils veulent bien parler du consentement comme soumission, ils veulent bien parler du consentement comme liberté, mais ils ne voient pas que cela s'articule, même si ça grince un peu. On a bien affaire à un problème philosophique général, qui n'est en rien particulier au féminisme.

À propos de la phrase dans *La Raison des femmes* : le progrès, ça n'existe pas, il s'agit plutôt de ruptures. C'est pour ça que je l'ai mis entre guillemets. Je pense que la fin du xx^e siècle a été un moment de rupture : on est arrivé à l'acquisition de la quasi totalité des droits civils, comme l'égalité parentale par exemple, qui parachèvent la citoyenneté.

L'égalité à l'intérieur de la famille ne date que de la fin du xx^e siècle. Il y a un saut à ce moment, de la même façon qu'il y a eu un saut il y a deux siècles, parce que la plupart des droits sont acquis après deux siècles de combat féministe (mixité de l'enseignement, égalité dans la famille, etc.). Un certain nombre de lois sont données aux femmes à la fin du xx^e siècle, et quelque chose bascule du côté de ce que j'appelle la controverse. Nous sommes suffisamment nombreuses pour être en désaccord. C'est ce que je disais au moment de la parité : ce n'est plus seulement une femme d'exception qui va faire le printemps féministe, comme Simone de Beauvoir dans les années 1970 ; ça, c'est fini. L'avantage du débat sur la parité est qu'on pouvait voir dans la même page du journal des textes de femmes ayant des avis contradictoires. Comme on est des êtres historiques, on peut être en désaccord.

Dans la controverse, quand on parle du foulard ou de la prostitution, on peut être en désaccord, on peut ne pas être d'accord sur la définition de la liberté, on est féministe mais on peut définir la liberté d'une façon ou d'une autre. C'est cela que je défends. Face à l'individu, nous pouvons être dans la controverse, et être en désaccord sur la liberté ou sur l'égalité, sur les fins et sur les moyens.

— *Liberté qui n'en est pas une sans l'égalité.*

G.F. Il y en a qui ne prennent qu'un seul principe, soit la liberté, soit l'égalité. Je prends les deux : il faut garder les deux concepts et non pas privilégier l'un des deux. La liberté du corps, par exemple maternelle ou prostitutionnelle. Je n'ai pas de problème avec les mères porteuses, je pense que cela a toujours existé, qu'il y a toujours eu des mères qui ne font que porter l'enfant et d'autres qui les élèvent.

Pour reprendre la question contemporaine de la jeune femme qui se présente sur les listes du NPA [Nouveau Parti anticapitaliste], pour moi le problème n'est pas tellement qu'elle porte le foulard ou qu'elle soit de la religion de l'Islam. Le problème, c'est qu'aucune religion ne pense l'égalité homme-femme ; les religions sont contradictoires avec l'égalité entre hommes et femmes. Les féministes chrétiennes par exemple sont amenées à faire des aménagements aux deux extrêmes, du côté de la liberté de la contraception et de l'avortement comme du côté de la parité, parce qu'aucune religion ne veut de prélat féminin – il y a bien quelques femmes rabbins, c'est toujours conquis de haute lutte, mais ne parlons pas des religions chrétiennes ou musulmanes. Quand on défend cette jeune femme, on ne le fait qu'au nom de la liberté, il y en a qui vont dire que c'est au nom de l'égalité, mais justement moi je mets les deux en même temps. Des gens d'extrême gauche, qui sont nos amis, vont dire : « puisqu'elle consent, elle est libre » ; d'autres vont dire : « chacun doit être égal à chacun ». Ce raisonnement n'est pas sans rencontrer un certain nombre d'obstacles. Il suffit de remplacer cette femme avec un foulard par quelqu'un d'autre qui leur plairait moins, un imam par exemple : est-ce que cela aurait le même effet d'énoncé d'égalité ? Je propose qu'on essaie de vérifier si c'est pareil quels que soient les individus.

— *Est-ce que tu peux développer les raisons de tes réticences à la notion de genre ?*

G.F. Le genre est une hypothèse conceptuelle intéressante. En langue américaine le mot « sexe » est biologique uniquement, contrairement à la langue française dans laquelle le mot « sexe » est polyphonique. Le mot genre est venu comme une hypothèse conceptuelle possible. Nous avons besoin de concepts. En revanche je pense qu'il peut aussi être un obstacle pour la pensée. On le voit dans les lieux académiques, où c'était déjà perceptible il y a vingt-vingt-cinq ans. Le mot genre veut dire social, culturel par rapport à biologique ; il rabat sur l'opposition nature/culture. Or je pense que cette opposition est un schéma heuristique épuisé. Donc, si on garde le mot genre par rapport à sexe, si c'est pour garder culture par rapport à nature, je dis non.

Le deuxième problème avec le mot genre, c'est qu'il fonctionne comme un universel, un neutre, qui va faire cache-sexe, effacer la contradiction au profit d'un neutre. On va dire : on travaille sur le genre, alors qu'en fait on travaille sur la question d'un rapport de force, des rapports sociaux de sexe, comme continuent à dire certains. Au moins,

quand on dit rapports sociaux de sexe, on entend quelque chose qui est conflictuel, l'image marxiste d'un rapport de contradiction, de conflit.

La troisième raison pour laquelle je continue à garder le mot sexe est que ce mot n'est justement pas manipulable facilement, on ne peut pas désamorcer ce qu'il y a dans le mot sexe : la sexualité, l'excès, l'inégalité... C'est un mot qui porte beaucoup de pistes possibles de travail, voilà pourquoi je veux le garder. Je ne me sers pas du chemin nature/culture puisque ce qui compte pour moi, c'est l'historicité, précisément cette échappée hors de l'opposition nature/culture. Qu'est-ce qui fait histoire ? En énonçant le naturel par rapport au culturel, que le sexe précède le genre ou que le genre précède le sexe, c'est le même chemin heuristique nature/culture. Moi, ce qui m'intéresse, c'est ce qui va faire histoire. Comment cela va basculer vers l'histoire.

La fin du ^{xx}e siècle est un moment de rupture historique, on change le socle féministe, ça fait histoire. Quand Simone de Beauvoir dit : « on ne naît pas femme, on le devient », elle n'oppose pas tant nature et culture que naître et devenir. Elle introduit ainsi la temporalité, c'est là pour moi la vraie recherche. L'hypothèse philosophique la plus subversive à mes yeux, c'est « le devenir », c'est l'histoire. Comment les sexes vont faire l'histoire.

Mes réticences par rapport au mot sont là dès le début. J'ai pensé, en effet, que ce mot effacerait le conflit. Le genre est comme le neutre démocratique : puisque les Droits de l'Homme sont un universel, pourquoi vouloir le Droit des Femmes ? Le genre est là pour servir l'universel. Jamais des femmes qui ont introduit le mot genre dans la pensée n'ont pensé ce que je viens de dire. Les effets que je crains depuis le début se sont avérés. Celles qui ont introduit le mot genre l'ont fait par rapport à la question de savoir si l'identité sexuelle est LE lieu de la subversion qui entraînera toutes les conséquences féministes souhaitées. Ce qui est sous-entendu par la théorie du genre, puis *queer*, autour de l'identité sexuelle, est que ce n'est pas une question périphérique mais une question centrale, axiale et que si on fait sauter l'hétérosexualité, si on fait sauter la différence des sexes, alors toutes les autres inégalités seront résolues. C'est important de restituer l'ambition d'une hypothèse, on met la sexualité au centre, non seulement pour des raisons identitaires, mais parce qu'on pense qu'en faisant sauter le verrou du partage des sexualités on entraînera toutes les autres réformes.

— *Autrement dit, la disparition de l'hétérosexualité est la voie royale pour l'abolition du patriarcat.*

G.F. Oui, c'est ça, c'est la voie royale.

En conséquence, la question de s'occuper de sa propre identité et de sa subversion personnelle a pris beaucoup d'ampleur. Dans les années 1970, les homosexuelles se revendiquaient comme voulant avoir le droit d'être homosexuelles et se mettaient en collectif pour cela ; aujourd'hui la question est la définition de soi, le « qui suis-je ». Cette obsession de la définition de soi me paraît devoir être posée comme problème.

Une fois que j'ai dit ma réticence par rapport au mot genre, une fois que j'ai dit qu'il était, par ceux qui en faisaient leur étendard, la voie royale de la subversion, non pas de sa petite personne mais bien de l'ensemble des problèmes, tout se résoudrait si on se référait à une indifférenciation. Il y a des variantes, certains optent pour une indifférenciation, d'autres pour le travestissement, etc.

Je me suis beaucoup amusée à faire un petit livre pour la collection philo de Gallimard Jeunesse que j'ai appelé *Le Mélange des sexes*. La question du mélange m'amuse, parce qu'elle veut dire mixité mais aussi plus que mixité. «Mélange» est un terme platonicien qu'on peut inscrire dans l'histoire de la philosophie. J'ai eu beaucoup de mésaventures avec ce titre, l'éditeur n'en voulait pas, ça faisait trop «sexuel»; en espagnol il a été traduit *La guerra de los sexos* ! Le mélange, pourtant, c'est bien la non-ségrégation.

Nous, les féministes, nous avons critiqué le marxisme avec sa contradiction principale et sa contradiction secondaire. Je ne veux pas être la contradiction secondaire. Or c'est ce qu'on nous dit encore aujourd'hui : «laissez-la porter le foulard, ce n'est pas important, ce qui est important c'est qu'elle participe à la vie publique», etc.

Je sais très bien que cela veut dire en gros : «Taisez-vous, ce n'est pas important, ce qui est important c'est d'abord, par exemple, la question du logement et pas de savoir si les femmes peuvent circuler ou pas.» Ce qui m'intéresse à ce propos, c'est que la démocratie a été obligée d'accepter qu'il y ait de la démocratie dans la famille. Rousseau ou Tocqueville voulaient que ce qui se passe dans la famille reste bien séparé de ce qui se passe dans l'espace public. D'accord pour l'égalité dans l'espace public, mais pas d'accord pour l'égalité dans l'espace privé. C'est la tradition aristotélicienne qui passe par eux, et qui sera reprise d'une certaine façon par Hannah Arendt; il y a hétérogénéité entre la famille et la cité. J'ai essayé de montrer au contraire que les féministes ont réclamé l'égalité dans l'espace public et ont voulu la faire entrer dans l'espace privé, avec tous les partages entre l'homme et la femme dans l'espace privé.

Que faire des propositions de foulard, de niqab, de voile intégral, etc. ? Il s'agit de dire : « nous allons exporter dans l'espace public des valeurs de l'espace privé ». C'est donc une réponse politique géniale, c'est ça qu'il faut dire au lieu de s'arracher les cheveux sur la laïcité. Ce n'est que du politique, un argument politique. «Vous dites: on va faire de l'égalité partout, nous on va faire de l'inégalité partout» C'est une tête de pont pour dire qu'on peut introduire dans l'espace public une représentation inégalitaire des individus. Je suis favorable à une analyse politique de cette intrusion dans l'espace public de ce qu'on dit être les valeurs personnelles. Je m'intéresse plus à faire ces analyses-là que des analyses partant uniquement de sujets individuels qui doivent défendre leur sexualité, le transgenre d'un côté, le super-marquage sexuel de l'autre. Parce que ce sont les deux extrêmes d'une même problématique, on peut défendre le foulard et le changement de sexe. On défend la liberté individuelle. Ça ne va pas plaire à certains transgenres si je leur dis :

«regardez, c'est la même histoire, c'est-à-dire : je fais comme je veux». L'avancée démocratique permet cela aujourd'hui. J'ai une certaine fidélité aux choix collectifs, je privilégie toujours l'expression «la société de demain» ou «le monde de demain». Pourquoi ? Parce que je me pose la question de la transmission. Je suis en train de faire le monde de demain si j'accepte ou je refuse telle ou telle chose.

L'été dernier on a proposé des maillots de bain très couvrants pour se conformer aux exigences de l'Islam, les «birkinis»; au même moment il y avait des militantes féministes qui réclamaient de pouvoir se baigner torse nu, comme les hommes, dans la piscine du quartier. C'est intéressant, parce que les féministes se revendiquent de ces deux choses. Ce n'est pas seulement une question de pudeur, c'est du politique. On dit que le port du foulard, c'est la liberté, mais je vois que le port du foulard à l'école dispense de faire du sport, et je pense que l'émancipation des filles peut passer par le sport. On a vu des filles de cités de banlieue s'émanciper par le sport plutôt que par les mathématiques, c'est-à-dire réussir à l'école à travers cette matière. Si elles n'ont plus accès à cette matière-là, cela les prive d'une des voies possibles pour l'émancipation. Cette offensive du «birkini» m'a beaucoup amusée car c'est une réponse à mon argument politique. Argument qui est de dire : «l'émancipation peut passer par le sport; si vous interdisez le sport à l'école pour les filles c'est embêtant du point de vue de l'émancipation». On me répond : «attendez, on fait le maillot de bain qu'il faut pour».

Je laisse tomber la morale, la laïcité, la religion, car je pense qu'on est dans un face-à-face politique, qu'il y a des arguments politiques.

— *Tu penses que le terme ou la notion de «patriarcat» n'est plus pertinent.*

G.F. Dans la société occidentale, non; je ne le dirais pas si je vais au Maghreb aujourd'hui. Les trois pays du Maghreb sont très différents en matière de droits des femmes, entre la réforme marocaine, la régression algérienne et le féminisme d'Etat tunisien : dans ces pays-là, on est toujours dans le patriarcat. Le code de la famille algérien est un code patriarcal au sens propre : c'est-à-dire au sens du pouvoir paternel, du pouvoir du père. Je sais que les féministes préfèrent en général continuer à utiliser ce terme, et je sais que d'autres amis résisteront à mes distinctions géographiques. Pourtant, le pouvoir paternel, comme tel, mérite d'être distingué de la domination masculine en général.

Dans nos sociétés occidentales, dont je parle depuis tout à l'heure, nous ne sommes plus dans le patriarcat puisque nous avons effectivement travaillé pendant ces deux derniers siècles à produire une multiplication de possibilités égalitaires dans l'espace public comme dans l'espace privé. Le patriarcat peut rester dans nos têtes, mais il n'y a plus de chef de famille. Il n'y en a plus au niveau des lois, même si dans l'administration il y a encore des comportements qui relèvent du patriarcat; mais ce n'est pas légal. Le patriarcat est un mot pour dire la

domination masculine, mais le père chef de famille n'existe plus. Il faut le souligner trois fois, sinon on est dans la confusion.

Ce qu'on aperçoit très clairement à partir de la Révolution française, c'est que les citoyens sont des frères, pas des pères : sous la monarchie il y a des pères. Pourquoi n'est-ce pas un « fratriarcat » ? Là-dessus je suis en désaccord avec celles qui ont utilisé cette expression : ce n'est pas un fratriarcat parce qu'il n'a pas énoncé l'exclusion des femmes, c'est ce que j'appelle la démocratie exclusive ; on a juste dit : « on a de bonnes raisons de ne pas associer les femmes aux hommes », mais je montre dans *Muse de la raison* que la Révolution française et la fin de la monarchie ne sont pas une affirmation théorique d'une démocratie excluant les femmes ; c'est la démocratie exclusive, pas la démocratie excluante. Exclusive, cela veut dire comme dans un club « restez dehors, on va rester entre nous » ; un jour on va ouvrir la porte et on va vous laisser entrer. Exclusive, cela veut dire qu'on choisit d'abord les hommes mais on ne dit pas : « il est hors de question que vous, les femmes, vous entriez ». C'est ce qu'il s'est passé dans le dernier siècle, et on a mis cent ans de plus à donner le droit de vote aux femmes.

Il n'y a pas une production de système disant que la démocratie que nous créons est une démocratie uniquement réservée aux hommes. L'argument du Code civil que j'ai restitué dans *Muse de la raison* est le suivant : « est citoyenne toute personne jouissant de l'ensemble de ses droits civils ». Les femmes ne jouissent pas de l'ensemble des droits civils, donc elles ne sont pas citoyennes. Mais personne n'a théorisé l'exclusion. Si on avait dit : « est citoyen tout homme de sexe mâle », ce serait bien l'instauration d'un « fratriarcat », c'est-à-dire d'une horizontalité. Patriarcat signifie que le père commande aux fils tandis que les frères représenteraient l'égalité. L'horizontalité, pas la verticalité. Si on avait dit « est citoyenne toute personne de sexe mâle », on aurait eu le « fratriarcat », mais pas quand on dit « est citoyenne toute personne jouissant de l'ensemble de ses droits civils ». Et depuis la fin du XIX^e siècle, et au XX^e siècle aussi, c'est conquête après conquête des droits civils, puis les femmes deviennent des citoyennes à part entière. Voilà pourquoi ce n'est pas un « fratriarcat », mais voilà aussi pourquoi nous ne sommes plus dans un patriarcat, la démocratie n'est pas un patriarcat.

Deuxième point : les féministes qui utilisent l'expression « patriarcat » l'utilisent comme équivalent de domination masculine. Bien sûr, il y a encore des rémanences de patriarcat, comme il y a des rémanences monarchiques dans le gouvernement, mais ce n'est plus le père qui domine, ce sont les frères, le collectif des frères qui nous empêchent d'avancer, qui perpétuent la domination masculine. C'est ce que j'appelle « la république des frères ». Les pères des filles sont de formidables alliés dans le chemin de l'émancipation parce qu'ils veulent que les filles aillent aussi loin que les garçons dans les études.

— Une autre question, c'est celle de l'égalité et de l'indifférenciation des sexes. L'égalité, dans les courants actuels, est pensée comme l'effacement de la

différence de sexes ; il faut sortir du système binaire, deux sexes, et l'égalité et la liberté viendront de cet éclatement, de cette multiplication des sexes.

G.F. Il y a un aspect très important, développé dans le séminaire sur la « Controverse des sexes », c'est ce que j'appelle le dérèglement des représentations. Je ne suis pas sûre qu'on va dissoudre la binarité, la dualité sexuelle parce que l'empiricité nous la rapporte tout le temps ; dans la vie, l'utopie de la dissolution n'est pas viable, ou restera à l'état d'horizon. À partir de là je travaille le désordre : ce qui m'anime, c'est le désordre, le dérèglement des représentations. En prenant l'exemple du rapport entre muse et génie (et non pas entre homme et femme) dans la représentation des arts, je vois que c'est dérégulé : une femme pourrait être génie aujourd'hui, un homme pourrait être muse. Tout le débat autour d'« inspirez mais n'écrivez pas », comme dit le poète à la fin du XVIII^e siècle, équivaut à dire : « vous êtes la muse et je suis le poète, je suis le créateur et vous êtes la matière à partir de laquelle je peux trouver l'inspiration de la création ». Et que fait la démocratie ? Elle met du désordre dans tout ça, la femme a envie d'écrire et de partager les jouissances. Il y a bien une muse et un génie, mais on peut être sa propre muse, et le génie peut trouver en lui-même sa propre muse. La démocratie, c'est le dérèglement, ce n'est pas la disparition de la dualité. Ce que je propose là est plus modeste que ce que proposent ceux qui pensent la dissolution, mais c'est assez radical. Et là encore je réintroduis l'histoire. Je ne sais pas ce que cela va faire, et j'aime bien ne pas savoir. Je suis très réticente par rapport à cette tendance actuelle, mais j'ai ma propre solution : de la même façon que je garde le mot sexe par rapport au mot genre, de la même façon je vais garder la muse et le génie, sauf que je ne sais plus très bien qui va être muse ou génie. C'est pour la même raison que je suis d'accord avec l'idée de mère porteuse, contrairement à d'autres amies féministes, parce que précisément il peut y avoir plusieurs parents. Ce qui m'intéresse, c'est la dissociation qui est présente dans tout cela, entre celle qui porte et celle qui élève, de la même façon qu'on a dissocié la sexualité de la procréation. Ce fut la grande révolution de la fin du XX^e siècle.

Propos recueillis par Heloisa Castellanos

Ouvrages de Geneviève Fraisse

Muse de la raison, la démocratie exclusive et la différence des sexes (1989),

Paris, Folio Gallimard, 1995.

La Raison des femmes, Paris, Plon, 1992 ;

repris dans *Les Femmes et leur histoire*, Folio Gallimard (1998), 2010.

Les deux gouvernements, la famille et la cité (2000), Folio Gallimard, 2001.

La Controverse des sexes, Paris, PUF, 2001.

Le Mélange des sexes, Paris, Gallimard, 2006.

Du consentement, Paris, Éd du Seuil, 2007.

Le privilège de Simone de Beauvoir, Arles, Actes Sud, 2008.

Service ou servitude, essai sur les femmes toutes mains (1979),

Le Bord de l'eau, 2009.